

PAYSAGE ÉLECTORAL 2020 EN AFRIQUE
Contours à gros traits des horizons Electoraux en Afrique ; décryptage

□ *L'Afrique amorce-t-elle déjà un nouveau virage dans sa gouvernance ? Parviendra-t-elle à s'enregistrer une nouvelle élite dirigeante ? Ira-t-on jamais vers le triomphe de la démocratie sur le continent ? Parviendra-t-elle à s'affranchir des ambiguïtés d'insécurité ? Sans aucun doute, certaines de questions trouveront assurément réponse au cours de cette nouvelle année 2020. Tour d'Afrique d'une année électorale, décryptage.*

TOGO

Les personnalités ayant marqué la vision d'aubaine du pays

P.2-8



INTERVIEW EXCLUSIVE DU PROPHETE

CEPHAS ANTONIO

P.8

« Nous devons construire le pays dans l'amour et le respect du prochain »



CENI/du fichier électoral à l'ouverture des candidatures

P.12



P.10

Le Franc CFA Historique et mutation



TOGO

Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

L'année 2019 a été riche en actualité sociopolitique au Togo. Plusieurs personnalités politiques et acteurs de la société civile, des députés et des présidents de partis politiques ont marqué positivement cette année qui est en passe de tirer sa révérence. Le journal Vision d'Afrique se propose, en cette année charnière qui débouchera sur la tenue de l'élection présidentielle le 22 février 2020, de donner à l'opinion nationale et internationale, des informations sur ces hommes et femmes de carrure qui, grâce à leur savoir-faire, leur engagement et détermination dans leur domaine, ont placé le Togo dans le concert des nations. Le Togo regorge d'éminentes personnalités, les uns faisant l'unanimité par les actes qu'ils posent et les autres qui sont restés dans l'escarcelle de critiques. Cependant, comme le dit l'adage, « on ne peut jamais danser et s'apprécier ». Le Journal Vision d'Afrique n'a pas vocation à faire un choix partisan pour ces personnalités qui vont suivre dans cet article, mais c'est un regard que notre rédaction porte sur toutes ces personnes.

FAURE GNASSINGBE

Président de la République togolaise depuis 2005, chef suprême des armées, garant de la continuité de l'Etat et président du parti UNIR, Faure Gnassingbé a marqué le Togo durant toute cette année 2019 qui est en train de s'éclipser. Les actions menées par le chef de l'Etat togolais en 2019 sont légion. Il nous revient de faire un rétrospectif sommaire de ses actions.

Faure Gnassingbé, dans sa volonté politique de mettre un terme aux supputations selon lesquelles, il n'a aucune envie de faire les réformes a déjoué les pronostics. Après la crise sociopolitique qui a secoué le Togo, la feuille de route de la CEDEAO avait prévu d'opérer certaines réformes constitutionnelles et institutionnelles. Cette question a été toujours brandie comme un trophée de chasse par l'opposition qui en a d'ailleurs fait son chou gras. Grâce à la volonté manifeste du gouvernement sous les auspices du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, les réformes qui font partie des revendications de l'opposition ont été opérées par les députés de la 6^e législature. Il s'agit de la limitation du mandat présidentiel, du mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours et le vote de la diaspora entre autres. Il ne faut pas reléguer au dernier plan, le Plan National de Développement lancée par Faure Gnassingbé le 4 mars dernier qui prend en compte trois axes et qui ambitionne sortir les populations de la précarité. Les actions sociales, les lancements officiels et les inaugurations pour le développement du pays, Faure Gnassingbé en a fait dans ses priorités cette année 2019.

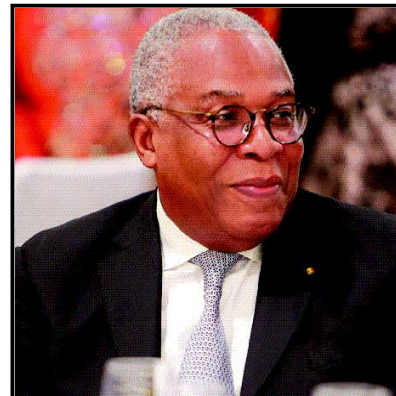
NOEL BATAKA

Ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique, Noël Koutéra Bataka a fait des preuves dans sa ferme volonté de changer la donne dans le secteur agricole quand on sait l'apport non négligeable de l'agriculture dans l'économie togolaise. A peine nommé à ce poste en remplacement du colonel Ouro-Koura Agadazi, Noël Bataka a entrepris des réformes pour accompagner les agriculteurs à pouvoir vivre de leur production. Téléfood lancé par son ministère et qui a reçu une grande adhésion populaire en est une belle illustration. Très actif pour la modernisation de l'agriculture, il porte l'espoir de ce secteur. Le ministre Bataka multiplie des actions cette année avec l'appel lancé aux acteurs du monde agricole pour une synergie d'action autour de la nouvelle feuille de route de la politique agricole fixée par le gouvernement sur le développement des chaînes de valeur. Noël Koutéra Bataka a toujours travaillé pour porter haut la vision du gouvernement dans les projets de transformation agricole. Depuis sa nomination, il a œuvré pour la réalisation de l'axe 2 du PND qui se concentre sur l'agriculture, l'industrie et la transformation agroalimentaire.



ANDRE JOHNSON

Ancien ministre de l'environnement et des ressources forestières, André Johnson est actuellement député à l'assemblée nationale. L'homme a été élu dans sa circonscription électorale sur la base des prouesses consenties à l'égard des populations les plus démunies et ses réformes apportées dans le domaine de l'environnement. Toutes ses actions lui ont valu d'être propulsé au devant de la scène politique togolaise avec l'espoir de son parti qu'il porte. A l'entame de la 6^e législature, il était le doyen des députés à l'assemblée nationale avec toute sa promptitude à conduire les élections dans l'hémicycle qui ont placé madame Tségan à la tête de cette institution. Le ministre André Johnson n'est plus à présenter avec le rôle combien important qu'il joue pour son parti l'UFC, deuxième force à l'hémicycle. Aujourd'hui, il œuvre inlassablement pour l'enracinement de son parti l'UFC même dans les hameaux les plus reculés.



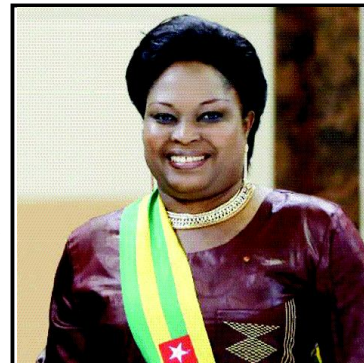
GERRY TAAMA

Président national du parti le NET, député à l'assemblée nationale, Gerry Taama a toujours fait l'objet de critiques de la part de ses pairs qui l'assimile à un suppôt du pouvoir. Or, ce jeune politicien avec sa verve, son franc-parler et ses propositions qu'il n'a de cesse faites pour que la république togolaise puisse se hisser dans le concert des nations, sont la preuve qu'il a des ambitions pour le pays. Homme politique et chef de parti, Gerry Taama est un personnage avec des prises de position très compréhensibles. A analyser les actions de ce premier responsable du NET, on se rend à l'évidence qu'il fait partie de ces jeunes politiques qui ont placé dans leur programme, le développement du Togo. Cette année, il a été au front avec in fine, son investiture pour la présidentielle qui arrive à grandes enjambées. Candidat malheureux à la présidentielle de 2015, Gerry Taama est le premier à avoir été investi par son parti à l'issue des primaires. Gerry Taama est ce politicien qui ne manque pas de consolider les acquis de son parti, fort de ses trois députés à l'assemblée nationale. Gerry Taama compte avoir l'alternance en 2020 et est convaincu qu'au deuxième tour, l'union de l'opposition sera obligatoire.



IBRAHIM MEIMOUNATOU

Ancienne ministre de l'action sociale, Mme Méimounatou Ibrahim est une militante infatigable lorsqu'il s'agit de préserver les acquis du parti UNIR auquel elle appartient sans reléguer au dernier plan, ses actions humanitaires en faveur des couches les plus déshéritées qu'elle a posées cette année. Vice-présidente de l'assemblée nationale et vice-présidente Agoépour son parti, Ibrahim Méimounatou a tout, pour convaincre l'opinion. Si le parti UNIR a pu remporter autant de conseillers municipaux lors des locales du 30 juin dernier, c'est parce que Mme Méimounatou a su jouer sa partition avec la mobilisation des troupes. Les populations d'Agoé particulièrement ont toujours adhéré et adhèrent aux idéaux du parti UNIR, parce que Mme Ibrahim Méimounatou ne manque pas d'être sur le terrain pour la mobilisation.



TOGO

Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

Suite de la page 3

KODJO ADEDZE

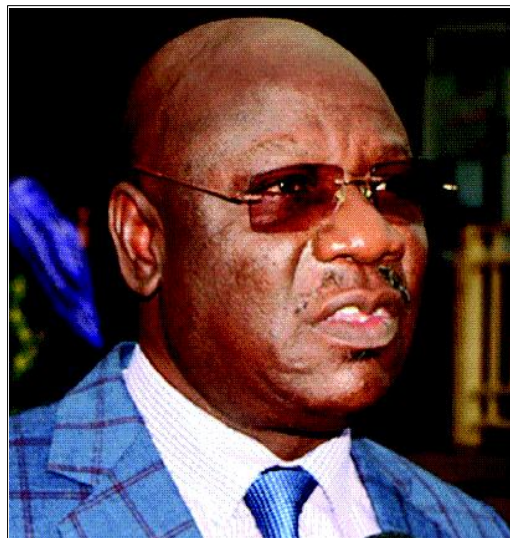
Ministre du commerce, de l'industrie, du secteur privé et de la consommation locale, Adédzé Kodjo avant d'être ministre a fait ses preuves dans les réformes amorcées par l'OTR où il brigait le poste de Directeur Général par Intérim. Les actions déployées sur le terrain cette année par le ministre Kodjo Adédzé sont multiples. Sur le plan politique en tant que Vice-président UNIR région maritime, c'est lui qui est à la base de la forte mobilisation dans cette région et qui a balisé la voie à la victoire de son parti aux dernières élections locales.



Kodjo Adédzé a mené des actions cette année avec sa participation active au Forum économique qui s'est déroulée en Europe à l'échelle mondiale. Lors du lancement officiel de la 16^e FIL, il était présent avec ses encouragements à l'endroit des exposants. Il nous en souvient que du 10 au 11 décembre dernier à la SAZOF, lors d'un atelier de validation du compendium sur la politique commerciale au Togo, le Ministre Kodjo Adédzé a rappelé l'objectif général du gouvernement de mettre en place un dispositif juridique institutionnel et opérationnel permettant aux actions de distribution d'importation et d'exportation de répondre aux besoins des consommateurs et de contribuer à la réduction de la pauvreté. Le 23 décembre dernier, dans la logique du renforcement de la politique commerciale au Togo, le ministre Adédzé a signé avec la Fédération Internationale des Chambres Consulaires (FICA), un protocole d'accord de collaboration. FICA entend ainsi accélérer la croissance économique rapide de 15%. Toutes ses actions ont marqué l'année 2019.

AKLESSO ATCHOLI

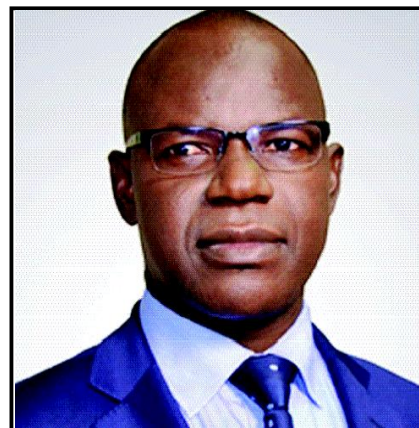
Actuel Secrétaire Exécutif du parti Union pour la République (UNIR) Aklesso Atcholi est un militant convaincu du parti durant des années. Les preuves qu'il a eues à poser en faveur des couches sociales ne sont plus à démontrer avec sa perspicacité et son engagement pour le parti au pouvoir. Cette année n'a pas été du tout repos pour le S.E du parti UNIR. Il est monté plusieurs fois au créneau. Le 06 Juillet 2019, il est l'un des rares militants à avoir rendu hommage au chef de son parti en confirmant la victoire d'UNIR aux locales du 30 juin 2019. Aklesso Atcholi n'accorde pas crédit aux multiples revendications de l'opposition et se dit tranquille pour 2020. Pour Atcholi, il ne fait l'ombre aucun doute que Faure Gnassingbé, président national UNIR sera choisi pour défendre ses couleurs. Il est ce militant UNIR qui a eu le courage d'expliquer qu'au regard de la nouvelle constitution, il faut remettre le compteur à zéro. Ce qui suppose selon lui que, si Faure Gnassingbé a été investi et élu en 2020, il effectuera son premier mandat.



TCHODIE PHILIPES

Phillips Tchodié, avant qu'il ne soit nommé Directeur Général par Intérim de l'OTR en remplacement de Kodjo Adédzé a été directeur des services généraux de la même boîte. Il était toujours aux côtés de l'ancien DG de l'OTR avec sa détermination à mettre tout le monde d'accord par sa maîtrise dans le domaine de la perception des impôts et du fisc. Aujourd'hui, il n'est pas une surprise de le

voir dans l'arène avec le titre de directeur général par intérim de l'OTR. Nommé le 20 février 2019, il a promis de tout mettre en œuvre pour continuer à conduire l'office vers un avenir radieux. Lors de la passation de charge le 25 février 2019, il s'est donné pour mission de mettre en place des organes de gestion pour atteindre les fonctions d'évaluation de perception et de comptabilité des recettes fiscales. 10 mois après sa nomination à la tête de l'OTR, on peut dire sans se tromper qu'il a su faciliter les relations entre l'OTR, le ministère de l'économie et des finances, le gouvernement et autres administrations douanières et fiscales internationales.



SENA ALIPUI

Actuel président du groupe parlementaire UFC, Sena Alipui n'a pas démerité le poste qu'il occupe aujourd'hui à l'assemblée nationale. Jeune député UFC, c'est lui qui était le premier à prendre son courage pour expliquer les raisons qui sous-tendent la nouvelle loi sur les manifestations publiques. Loi vivement critiquée par l'opposition togolaise en l'occurrence celle regroupée au sein de la C14. Sena ALIPUI a toujours clamé haut et fort que, la vraie opposition au Togo, c'est l'UFC. Fort du nombre de députés dont le parti dispose à l'assemblée nationale, il était à Atakpamé le 21 juin 2019 lors de la campagne électorale pour le compte des locales pour soutenir les candidats de son parti. Dans la même lignée des élections locales, Sena Alipui a organisé une caravane à Anié qui a eu l'adhésion de toute la population qui a voté pour son parti l'UFC pour les municipales.



ABE CLAUDE

Directeur du commerce Intérieur et de la concurrence, il a marqué l'année 2019 par ses actes concrets qu'il a eus à poser. Il a toujours défendu les vertus du Soja qui constitue un produit à fort potentiel d'exportation pour le Togo. M. Abé Claude ne lésine pas sur les moyens pour le respect des lois prises dans le compte de réguler le commerce intérieur au Togo. Le Directeur du commerce intérieur et de la concurrence fait du commerce, un facteur de croissance et de lutte contre la



poorvreté.

Suite à la page 4

Lisez Vision d'Afrique sur www.mediatopnews.com

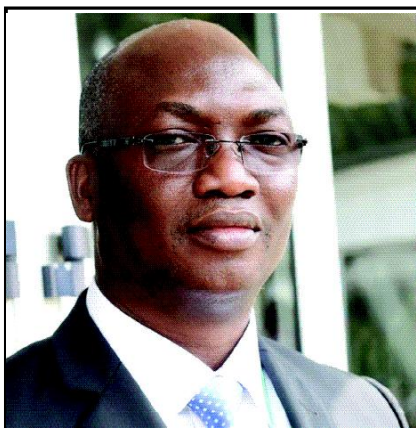
TOGO

Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

Suite de la page 3

Guy Kossi Akpovy

Tout le monde parle de lui, même si on ne sait pas véritablement qui il est. Dans la sphère de l'armée, tous ou presque le connaissent. Il a fait ses preuves partout où il a travaillé. Dans l'armée tout comme dans à la tête de la Fédération togolaise de football (FTF), il serait difficile de lui trouver des coquilles. En ce moment où la course est lancée pour les prochaines élections du bureau exécutif de la FTF, ce dernier se dit confiant. Il est confiant parce qu'il a œuvré pendant les quatre dernières années, pour l'épanouissement du football togolais de part son charisme et sa détermination.



« Je veux dire que c'est mon souhait de continuer parce que j'ai entamé et je voudrais vraiment le terminer... On dit souvent qu'on tisse la nouvelle corde au bout de l'ancienne. Si les gens nous font confiance pour continuer, mais si on ne nous fait pas confiance, on mettra en place un autre comité qui fera le boulot », a laissé entendre Colonel Guy Kossi Akpovy.

Cette déclaration, montre à suffisance que ce dernier sera candidat à sa propre succession en 2020.

Très jeune et débordant encore d'énergie, l'homme aimait défendre les autres, servir les autorités, en se soumettant aux lois et ordres des élus locaux. Se sachant assez rigoureux, le Colonel Guy Kossi Akpovy se décrit lui-même comme un « amoureux du football ».

Victoire Dogbè

Victoire Sidémého Dzidudu Tomegah-Dogbè comme elle a su faire ses armes au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), continue donc d'apporter bon l'an mal an, son expertise pour asseoir le Togo sur le trône du développement à la base. A travers de nouveaux concepts ayant trait au développement notamment : les nuits d'or qui est un nouveau concept du Livingstone Ressources Centre ; le soutien des jeunes entrepreneurs des incubateurs à travers le projet « Nunya Lab ».



Parlant de la « Nuit d'or », cette cérémonie a permis au ministre de former et de générer des emplois pour les jeunes Togolais, participant ainsi à la réalisation du Plan National de Développement (PND). Ce fut une aubaine pour le ministre, de rappeler les mécanismes de développement tels que le FAEIJ, le PRADEB, l'ANVT mis en place par le gouvernement pour favoriser la création d'entreprises et d'initiatives qui créent de la richesse et font la fierté du Togo.

Les jeunes entrepreneurs peuvent aujourd'hui se réjouir de la promesse de Ségolène Royal qui vise à les accompagner. Aussi faut-il souligner que le Togo a marqué de géant au cours de cette 2019 en terme de développement. Le dernier rapport de Doing Business l'a souligné. Tous ces exploits ont été possible grâce à la politique de développement des jeunes incarnée par la ministre Victoire Sidémého Dzidudu Tomegah-Dogbè.

Kossivi EGBETONYO

Depuis son arrivée à la tête du ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs, Kossivi Egbetonyo a multiplié des actions d'envergure en vue de faire du Togo, un véritable patrimoine culturel. Il a su allier le bon sens et la promotion du Patrimoine Culturel. Le tourisme étant un secteur porteur de croissance dont l'essor stimule beaucoup d'autres activi-



tés économiques et socioculturelles, le ministre Egbetonyo a donc opéré d'importantes réformes au sein de son département. La mise en œuvre de contrats de performance qui a consisté pour chaque direction et institution rattachée au département, de prendre un engagement écrit dûment signé sur la réalisation des activités qu'elles auront-elles-mêmes identifiées pour le reste de l'année écoulée. Abandonné pendant plus de 20 ans, l'ancien Palais des gouverneurs, l'un des monuments emblématiques de Lomé a été totalement réhabilité et devient désormais un centre d'art et de culture. Il s'agit cependant d'un bâtiment qui surprend par son architecture coloniale très originale qui est majestueusement implanté dans un parc de 11 hectares, offrant une grande variété d'arbres tropicaux.

De toute évidence, il convient de souligner que sous l'actuel ministre de la Culture du Tourisme et des Loisirs, le Togo s'est fait une place de choix sur le marché international.

Puis Agbétomey

Le Gardé des sceaux, le ministre Pius Kokouvi Agbétomey a entrepris au sein de son département ministériel, de multiples réformes dans le domaine foncier au Togo. Il s'agit entre autres, de l'organisation d'un forum sur le foncier et les réformes entreprises dans la pratique administrative des procédures de transfert de propriété. Des audiences foraines ont effectuées afin de faciliter la tâche aux étudiants d'avoir le certificat de nationalité. Il est à noter que cette campagne de sensibilisation et de collecte des dossiers a démarré depuis le 18 septembre 2019 à



travers les lycées des cinq régions économiques et les Universités du Togo. L'un des moments forts de cette année pour la justice togolaise, a été la mise sur pied selon le désir du Chef de l'Etat, des « Maisons de Justice » pour atténuer un tant soit peu, les égarements dans l'exercice des différentes professions liées à ce secteur.

Pour permettre le désengorgement des prisons au Togo, de nouveaux projets sont en cours pour de nouvelles constructions. Pour ce faire, un terrain a été identifié.

Sani Yaya

Professionnel du secteur bancaire, le ministre de l'Economie et des Finances du Togo Sani Yaya, cumule 26 ans d'expérience à des postes de responsabilités de hauts niveaux. De part ses expériences pluridisciplinaires en Banque et Finances, a su orienter ces actions à la tête de ce ministère, vers le résultat.

Notons qu'avant d'être nommé ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya avait été ministre délégué chargé du budget.

Ces expériences lui ont permis, d'effectuer avec son département, une étude minutieuse du budget pour la gestion de 2020. Lequel budget a d'ailleurs été approuvé par l'ensemble des députés à l'hémicycle le 12 décembre dernier.

Au Togo, la tendance baissière du niveau d'endettement, amorcée depuis quelques mois, semble se consolider au fil de l'année. Ainsi, on apprend que le ratio d'endettement du pays est passé à 68% à la fin du troisième trimestre 2019. Un indice qui a satisfait plus d'un malgré que d'autres aspects restent encore à toucher. Pour ce qui est de l'endettement, des efforts se poursuivent pour réduire considérablement la dette en deçà de la norme communautaire au sein de l'espace UEMOA qui est fixé à 70% du PIB.



TOGO

Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

Suite de la page 4

Prof Komlan Dodzi Kokoroko

Depuis que ce jeune professeur est nommé Président de l'Université de Lomé, l'environnement étudiant a changé d'un cran. En témoigne les grands chantiers amorcés par ce dernier sur le site du temple du savoir. Des mouvements d'humeur des associations étudiantes ont cessé depuis belle lurette. Est-ce à dire que ces derniers sont muselés ?

La réponse est non parce que la disparition des mouvements de grèves répétitifs est due à la bonne gestion de l'actuel président de l'Université de Lomé qui arrive à faire des prouesses avec les ressources et les revenus de l'institution dont il est patron. Même par moment, ce jeune président a été victime d'une sorte machination de la part de certains de ces détracteurs du CAMES, cela ne l'a pas empêché de continuer sa vision de développement. Il suffit de faire un tour sur le campus universitaire pour se rendre compte de l'évidence et du travail abattu par ce dernier.

Depuis 2016, année de prise de sa fonction, Prof Komlan Dodzi Kokoroko, ne ménage aucun effort pour améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants. Doté d'une vision claire, le Président, grâce à sa politique, veut sortir des sentiers battus et faire de l'Université de Lomé un temple du savoir de référence, répondant aux normes et standards internationaux en matière de formation dans l'enseignement supérieur. Pour ce faire, il s'est lancé depuis trois ans, dans un vaste champ de modernisation, de réforme et de transformation au sein de son institution aussi bien sur le plan des infrastructures qu'académique.

Sur le plan d'infrastructures, plusieurs bâtiments et amphithéâtres ont été rénovés. Il en est de même pour d'autres institutions et écoles qui se sont vues agrandir voire étendues.

Grâce à la vision du Prof Kokoroko, l'Université dispose aujourd'hui, de nouvelles pistes et routes, lesquelles facilitent la circulation et les déplacements en son sein.

Sandra Ablamba Johnson

Sandra Ablamba Johnson, ministre conseillère en charge du Climat des Affaires, a depuis sa nomination en tant que ministre, œuvré d'une manière ou d'une autre pour l'économie togolaise soit impactée avec une tendance à la hausse du taux de croissance porté à 5,3% en 2019 malgré un environnement économique international peu favorable. Des réformes amorcées par cette dernière, ont généré et continueront de générer des retombées positives pour le Togo. Ainsi, sur la période 2018-2019, le Togo a amélioré son climat des affaires sur la création d'entreprises, l'obtention du permis de construire, l'électricité et l'obtention de prêts. Ces performances ont permis au Togo de gagner 40 points dans le Doing Business 2020 et de devenir le 1^{er} pays réformateur en Afrique et le 3^{ème} au monde.

Pour la première fois, le Togo a franchi le cap d'un classement à deux chiffres et ce conformément aux instructions reçues il y a un an.

Pour comprendre le miracle togolais sur les réformes réalisées ces derniers mois, il faut se référer à 3 choses : les choix opérés par le gouvernement, la volonté politique affirmée et le pragmatisme et le leadership des plus hautes autorités.



Atcha Affo Dédji

L'ancien directeur du réseau mobile Togocellulaire, Atcha Affo Dédji, après treize ans dont 11 à la tête de Togocellulaire et 2 ans à la tête du Groupe Togocom, vient d'être nommé récemment ministre de l'Enseignement primaire et secondaire.

De son passage à la tête de grand réseau de téléphonie mobile Togocel et du Groupe Togocom, Affo Atcha-Dedji a su transformer les télécoms pour en faire un secteur ouvert et concurrentiel. En témoignent, les licences accordées à Vivendi, au travers de sa filiale GVA en 2017. Des câbles ont été installés par le Groupe pour ainsi, amener la TTH à Lomé.

Parlant des réalisations, il a été aussi question de la mise en place d'un mobile LTE à haut débit piloté par Teolise qui est un opérateur fournisseur d'accès à l'internet.

Atcha Dédji Affo prend la tête du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire par un décret présidentiel. Il revient aux affaires en tant ministre depuis le jeudi 12 décembre 2019 dernier.

Affo Atcha-Dédji a, à son actif, deux distinctions honorifiques, dont la plus récente date de 2016.

Kako Nubukpo

L'ex ministre togolais chargé de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques a au cours de l'année 2019 formulé des critiques acerbes contre le F CFA qui selon lui, freine l'évolution de l'Afrique et constitue une sorte de blocus pour la souveraineté des Etats africains qui utilisent cette monnaie.

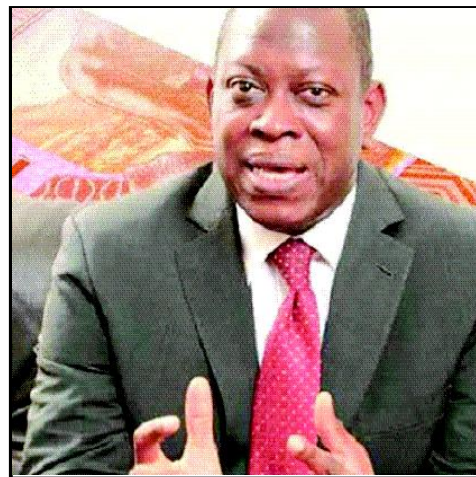
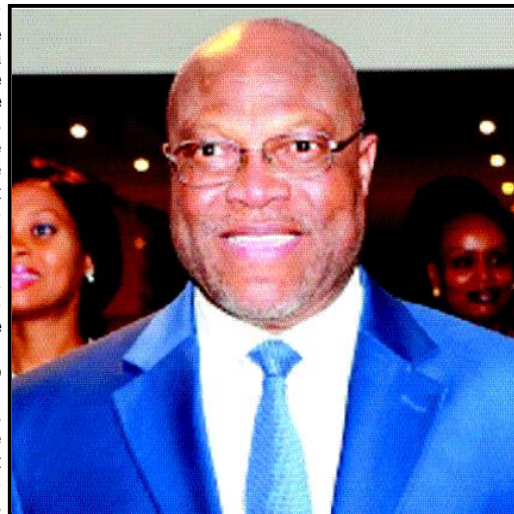
Formé à Strasbourg et titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Lumière-Lyon-II et agrégé d'économie et spécialiste du coton, Kako Nubukpo a fait la guerre contre l'utilisation du F CFA par certains pays Africains. Il a défendu avec ferveur l'abandon du franc CFA pour les Etats d'Afrique de l'Ouest. A ce titre, il dirige l'ouvrage collectif *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*. Il a à ce titre, soutenu le collectif européen Pacte Finance Climat destiné à promouvoir un traité européen en faveur d'un financement pérenne de la transition énergétique et environnementale ceci pour lutter contre le réchauffement climatique. Pour l'économiste, il est temps d'acter l'échec des théories néolibérales testées en Afrique depuis trente-cinq ans.

Dans son nouveau ouvrage, *l'Urgence africaine*, le Togolais Kako Nubukpo fut chargé du numérique auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie, connu pour ses travaux contre le franc CFA, a plaidé pour un changement radical du modèle de croissance.

L'économiste engagé tord aussi le cou au discours « afroptimiste » sur l'émergence et dresse un bilan économique général calamiteux. Pour lui, l'Afrique est maintenue dans un moule dit « d'esclavage colonial ».

Ce fut un ouf de soulagement pour l'éminent Professeur après l'annonce faite sur la fin du franc CFA.

Mais qu'advient-il avec l'utilisation d'une nouvelle monnaie ? La question reste posée.



Suite à la page 6

TOGO

Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

Suite de la page 5

Akakpovi Gamatho

Chantal Yawa Tségan

Jadis Inspectrice des impôts, Chantal Yawa Tségan est une femme politique togolaise. Elle a été élue le 23 janvier 2019 à la tête de l'assemblée nationale du Togo et devient ainsi la première femme élue à ce poste.

Elle est issue tout naturellement du parti UNIR première femme élue présidente de l'Assemblée nationale togolaise. Elle a été le 1^{er} questeur de la 5^{ème} législature.

Chantal Yawa Tségan, est une femme de pouvoir, rigoureuse et avec un engagement ferme pour le travail bien fait.

Elle sait creuser depuis qu'elle est à ce poste et comme il est de son habitude, son sillon sans tambours ni trompettes, mais avec la détermination des ambitieux. Elle a fait montre de la rigueur dans tout ce qu'elle entreprend. Elle est un brin imbu de sa personne qui ne se laisse pas impressionner.

Désormais deuxième personnage de l'Etat, Chantal Yawa Tségan ne fait pas un saut dans l'inconnu avec ce poste. Sa principale priorité en tant que présidente de l'Assemblée a été l'opération des réformes politiques. Il nous souvient que ces réformes ont été depuis des décennies une pomme de discorde entre la mouvance présidentielle et les partis de l'opposition. Et nul ne s'attendait à ce miracle qui a été opéré sous les règnes de madame Tségan.

Ces réformes finalement faites, vont permettre en février prochain, les élections uninominal à deux tour avec limitation du mandat présidentiel à deux.



C'est un nouveau management qui fait mal. La rigueur dont a fait preuve Akakpovi Gamatho depuis sa nomination à la tête de la cour suprême a été mal appréciée par ses détracteurs.

Les nouvelles réformes entreprises par ce dernier pour redorer le blason de la justice togolaise ont été de taille. Pour lui, il est indispensable que la cour fasse davantage pour « parvenir à asseoir une justice génératrice de paix, de cohésion sociale et de développement durable. Il est donc avant tout un juge qui cherche à bien accomplir les charges de sa profession. Pour ce faire, il a entrepris des réformes axées non seulement sur l'indépendance de la justice, mais surtout

sur le facile accès des justiciables à la justice. Il a ainsi entrepris une campagne de vulgarisation du « Guide des droits et obligations du justiciable » et de la « Directive sur l'éthique et la déontologie du magistrat » sur l'ensemble du territoire national. L'objectif visé par une telle campagne, est d'appeler tous les acteurs de la justice, entre autres les magistrats, greffiers, huissiers de justice, notaires, officiers et agents de la police judiciaire, experts, officiers et agents des forces juridiques, à jouer, chacun son rôle et à faire plus d'efforts pour développer des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'exercice quotidien de leurs professions en résistant à toute pression pour ne dire que la vérité réservant à tous les justiciables un traitement égalitaire.

Les grands chantiers entrepris par Akakpovi Gamatho depuis sa nomination à la tête de la cour suprême sont perceptibles. Ce juge toujours discret a donc pour préoccupation principale d'agir pour enfin asseoir un climat de proximité entre la justice et la population.



Gal Yark Damehame

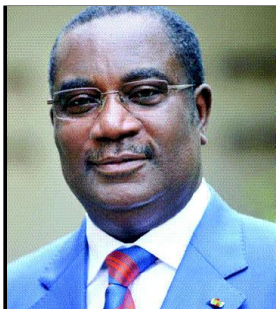
Elevé au rang de Gal, le ministre de la Sécurité et de la protection civile a, à travers le gouvernement togolais œuvré dans la mise en œuvre d'un ambitieux projet de construction de d'une école de police à vocation sous régionale. L'objectif visé, est d'assurer la formation initiale et continue des fonctionnaires de police de la République togolaise et va s'ouvrir par la suite aux pays de la sous-région dans le cadre des partenariats établis.

S'agissant des cas d'accident de circulation sur les routes, la politique de conscientisation menée par le ministre et l'ensemble de son département, a porté des fruits. C'est d'ailleurs ce qui a contribué à une baisse du taux d'accident de circulation sur les routes. Nous n'allons pas perdre de vue la question de la criminalité qui revêt une importance capitale non seulement au Togo, mais aussi dans l'espace UEMOA. Pour ce second semestre de l'année 2019, le Togo a occupé la 3^{ème} place en matière de réduction du taux de criminalité dans cet espace.

Soucieux donc de la sécurité des populations, le ministre de la Sécurité pour préserver la vie humaine en ces périodes de fêtes de fin d'année, a opté pour le test d'alcoolémie sur nos routes.

Le PM Selom Klassou

Il a battu le record de longévité à la primature ; ceci n'est pas fortuite mais tributaire à son engagement à mener à bien la politique du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. L'histoire retiendra que sous lui, le Togo a rédigé le plus ambitieux de tous ses programmes. Le Plan National de Développement, puisque c'est de ce projet qu'il s'agit, va consister à révolutionner les axes de développement du pays dont l'écho est d'ores et déjà retentissant de par le monde. Il est également porteur des élections municipale que le Togo a connues. Une grande première après une trentaine d'année passées. Il donne ainsi au Togo une place de choix dans le concert des Nations.

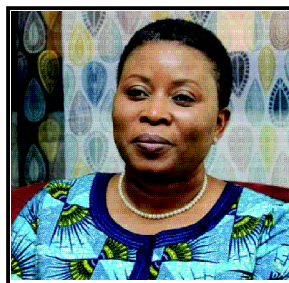


Le commissaire des impôts Adoi Essowavana

Le commissaire des impôts, connu pour ses ingéniosités en matière fiscale qui a permis d'améliorer quelques années durant les recettes fiscales au Togo. Il s'est fait remarquer cette année par la taxe d'habitation et celle de l'automobile qui lui a valu toutes sortes de critiques. Constamment sollicité pour expliquer les grandes tendances en matière fiscale où il ne cesse de trouver en douceur des formules élogieuses pour faire supporter aux contribuables les charges. Frappé de plein fouet par une affaire mal comprise de certains médias acquis à la cause de l'opposition, c'est avec tact qu'il sortira toujours gagnant de cette affaire à forte senteur conspiratrice. Il est pour cette année élu président de Sémassi de Sokodé, un chantier révélateur de ses vertus managériales.



Kuigan Yawa



Elue maire de la commune d'Ogou 1, cette dame de poigne est l'une des figures de proue de la communication du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. Après son installation comme maire, elle ne cesse de multiplier des initiatives qui consacrent sa carrure de femme intelligente. A Atakpamé, rien ne sera plus comme avant, d'ores et déjà des satisfécits ne cessent de pleuvoir.

L'honorable Yentoumi

La locomotive de la mobilisation dans le Wawa, est très apprécié pour sa ponctualité et régularité à l'Assemblée nationale. Il a toujours œuvré pour l'Union, la cohésion et l'entente dans les trois préfecture Akebou, Amou et Wawa. Connu pour ses largesses, pour ses nobles ambitions dans le domaine café cacao et qui a permis de hisser haut cette production. Il a fait en sorte que dans les grandes priorités transformationnelles du Togo, se trouve en bonne place ses produits de rentes qui on requit l'assentiment du Président de la République qui a d'ailleurs visité certains chantiers dans le wawa.

PAYSAGE ÉLECTORALE 2020 EN AFRIQUE

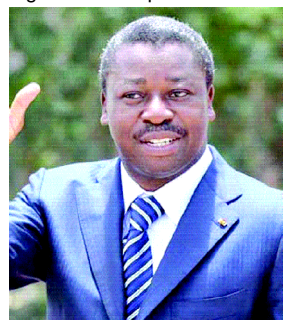
Contours à gros traits des horizons Electorale en Afrique ; décryptage

L'Afrique amorce-t-elle déjà un nouveau virage dans sa gouvernance ? Parviendra-t-elle à s'enregistrer une nouvelle élite dirigeante? Ira-t-on jamais vers le triomphe de la démocratie sur le continent ? Parviendra-t-elle à s'affranchir des ambiguïtés d'insécurité ? Sans aucun doute, certaines de questions trouveront assurément réponse au cours de cette nouvelle année 2020. Tour d'Afrique d'une année électorale, décryptage.

L'année 2020, en effet, se distingue dans la vie politique africaine comme celle de presque toutes sortes d'élections. Dans chaque région du continent, des joutes électorales, indécises par endroits ou jouées d'avance ci et là, dessinent forcément les contours à gros traits des horizons du futur. Et c'est dans treize de ces pays au moins que les populations s'apprêtent diversement à sacrifier au rituel républicain des urnes pour consultations diverses. Celles-ci seront invitablement locales, communales, législatives et présidentielles. Mais ceux sont biens les élections législatives et présidentielles



en revanche ne sera pas candidat mais son dauphin Mohamed Bazoum est par contre confronté à une équation bien complexe même si l'homme est en passe de réussir à s'offrir, à museler voire, presque toute l'opposition politique du pays de Sèni Kountché. Au Burkina Faso par contre, l'incursion Djihadiste et ses conséquences ne rendent pas la tâche facile au président sortant qui est obligé de gérer les humeurs de l'opposition qui ne lui trouve aucune circonstance atténuante pour une probable réélection. Cette situation crée provisoirement toutes sortes d'ouvertures à tous les probables potentiels candidats. Ainsi, les soubresauts politi-



qui ravivent les tensions et retiennent le plus l'attention des analyses politiques partout.

En Afrique de l'Ouest, six pays sont déjà sous les feux de la rampe avec des coups de projecteurs au fond des placards d'élections présidentielles. Presque partout sauf dans le cas togolais toutes proportions gardées, l'enjeu resta quasiment le même : il s'agit pour le président sortant qui pour le moment maintient le suspens de candidature de réussir à se faire réélire et/ou pour l'opposition politique d'offrir, presque une gageure dans certains cas, la victoire des urnes.

Dans un tel méli-mélo, de stratagèmes, l'avantage quasi irréfutable ira aux président Faure Gnassingbé du Togo, Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire. Quant à leurs compères Alpha Condé de la Guinée Conakry, ceux-ci devront ferrailler dur et, surtout, patienter jusqu'au dernier moment pour savoir si le verdict populaire dans les urnes les rappellerait à la magistrature suprême de leur pays. Mais s'il est vrai au regard des tumultes et les critiques acerbes liés à leur représentation, tous les trois maintiennent le suspense de leur candidature. Le nigérien Mahamadou Issoufou est lui,



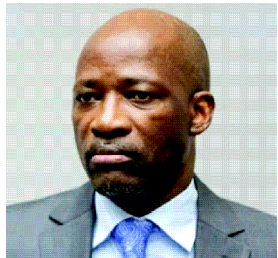
ques actuels au Togo autour des réformes électorales semble ne point ébranler les chances du président Faure Gnassingbé si ce dernier venait à accepter être candidat comme le veut sa famille politique et lles mouvements et association affidés. Le Chef d'Etat arrivé au pouvoir à la mort de son feu père président Gnassingbé Eyadéma puis réélu en 2010 puis en 2015 continue paisiblement de surfer sur les interminables dissension, a priori insurmontables, au sein de son opposition politique. Le presque total désaccord entre les différentes coalitions de cette opposition autour d'un candidat unique consensuel arrimé aux incohérences politiques dont ils font montre dressent sans nul doute le lit à une victoire de Faure Essozima

Gnassingbé ou à un éventuel dauphin. De ce point de vue il ne sera point exagéré d'y considérer lesdits opposants comme l'allié le plus objectif du camp au pouvoir. A cause précisément de l'extrémisme revendicateur de sa stratégie autant que souvent de l'extrémisme cloisonné des méthodes employées qui ne laissent presque jamais de place à un juste milieu.

Revenant à la Côte d'Ivoire et bien que Alassane Dramane Ouattara soit fortement engagé à remettre le pouvoir à une nouvelle génération, une décision utopique avec les relais politiques actuels prouvent qu'il



n'est pas prêt à céder. Ceci replonge la Côte d'Ivoire dans une sorte de démocratie bananière. La grande coalition dont le chef d'orchestre est Henry Kona Bédié semble prendre un sérieux coup avec la contrainte à l'exil de Gbagbo, Charles Blé Goudé et tout récemment Guillaume Soro laisse présager d'un tumultueux fantasme dont seul Dieu peut prédire des lendemains. D'aucuns estiment, à juste titre peut-être, jugent clientéliste sur fonds d'implémentation d'une justice des vainqueurs au pays des éléments, le bilan économique et



social pourtant parle et milite fortement en faveur d'une facile réélection d'Alassane Ouattara ou de son éventuel dauphin. Et comme au Togo, la guerre d'égo au sein de l'opposition politique lui donne presque carte blanche.

En Guinée Bissau, si le premier tour des présidentielles se sont déroulés sans heurte et



d'ailleurs a infligé un cuisant revers au président sortant José Mario, l'on pari tout au moins des issus incertaine du second tour vu les coalitions qui se créent. Ce second tour attendu au premier trimestre de 2020 sifflera t-elle la fin des hostilités et les calculs politiques qui n'ont laissé aucune chance à José Mario Vals de dérouler une seule passerelle de pan de développement. C'est ce que redoute nombre d'observateurs qui se souviennent des tensions dont ce pays est toujours confronté.

Ailleurs, on ne peut pas voir ou se permettre d'ignorer l'impact politico-électoral de l'actualité africaine dominante sur les huit mois derniers liés au virus Ebola en RDC qui continue de caracoler à la une. Pour avoir décimé des milliers de personnes. Acela s'ajoutent les récurrentes crises liées à l'électricité, l'eau ou encore à la gouvernance critique des ressources forestières et minières. Et surtout, le retour en force sur l'échiquier politique



guinéen de Celou Dallen Diallo constitue déjà l'autre paire de manche dans l'indéterminisme guinéen en défaveur du président Condé. Là autant que en Guinée Bissau, la crainte des violences électorales pèsent lourdement sur les scrutins à venir.

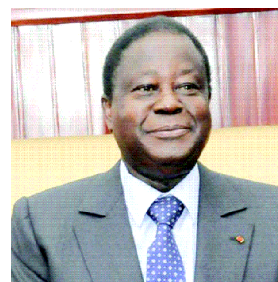
En dehors de ces pays où ce sont les présidentielles qui sont en ligne de mire, dans la sous région de l'Afrique, il y a bien un pays dont la situation politique est suivie avec grands intérêt par ses voisins. Ce, précisément à cause des fortes incertitudes entourant la volonté réelle du président, Patrice Talon à respecter la limitation constitutionnelle dont il a caressé l'envie de toilerter tout en mettant en avant son projet de candidature unique. Une ambition dont il a été mis en déroute et qui est revenu sous

d'autre forme avec son projet de conformité des partis politiques ayant conduit aux législatives contestées. Toute chose incompréhensible ou non alors que le suspecté l'a si bien promis et publiquement proclamé. Et, à en croire des sources proches, voilà depuis longtemps déjà que le trait prochain futur ancien président du Bénin se prépare assidûment à noble vocation évangélistrice puisqu'il se destine au ministère divin de pasteur. Ceci dit, bien que pompeusement (auto) désigné comme « label de la démocratie en Afrique », le Bénin à s'extirper de l'im-



passé électorale sans précédent où il s'embourbe chaque jour un peu plus.

En revanche, outre la région ouest-africaine et cas gabonais où, comme au Togo, le président Ali Bongo Ondimba, fort d'un bilan très acceptable, a été atteint d'un AVC qui a failli redistribuer les cartes. Mais la montée de l'homme sur la scène internationale lui remet au centre des intrigues avec la grande équation du franc CFA dont l'UEMOA s'est vu une entièrement dissocié. il y a bien une série d'improbables élec-



tions dans certains autres pays tels que les législatives au Congo Brazzaville avec, toujours pour dénominateur commun, la fièvre galopante du révisionnisme constitutionnel. Mais peu importe l'issue du processus électoral africain des 15 prochains mois ici et ailleurs, la raie et bonne question essentielles demeurera inévitablement celle liée à la manière dont les différents organismes de gestion de ces scrutins seront décidés à exécuter leur devoir républicains. La question vitale aussi de la crédibilité, de la transparence et de la qualité desdits processus à potentiel invariablement explosif partout.

INTERVIEW EXCLUSIVE DU PROPHETE CEPHAS ANTONIO

« Nous devons construire le pays dans l'amour et le respect du prochain »

A quelques encablures des échéances présidentielles le président du MIJA, entendez ministère international jésus en action livre ses impressions sur la situation socio politique au Togo, parle de l'implication des hommes de Dieu dans la vie publique de la nation et revient sur la véritable signification de leur engagement dans la société. Tout en souhaitant aux Togolais une élection apaisée et sans violence, le prophète Céphas Antonio convie ses concitoyens à choisir la voie divine, gage selon lui d'un véritable amour du prochain. La rédaction de votre journal a rencontré l'homme de Dieu dans son Eglise. Lisez plutôt

Vision d'Africa : Bonjour Révérend Céphas Antonio. Quelle lecture faite-vous de la situation socio politique qui prévaut actuellement au Togo ?

Prophète Céphas Antonio : Apparemment on dirait que la situation politique actuelle est moins tendue que ce que nous avons connue de par le passé. Il faut croire que l'ensemble des Togolais sont par contre disposés à aller à cette élection afin de se prononcer sur le choix de la personne qui conduira durant les cinq prochaines années le destin du pays. C'est dire qu'à travers cette élection, les Togolais sont conscients du choix qu'ils peuvent opérer dans la vie de leur nation.



Quelle solution de développement préconisez-vous aujourd'hui pour les Togolais ?

Le développement commun des Togolais passera par leur unité et leur sens de perspicacité. En effet, il est temps

que nos compatriotes comprennent que personne ne viendra de l'extérieur construire le pays à notre place. Partout sous le soleil, en commençant par les pays dits démocratiques, il y a toujours eu des divergences d'opinions entre les

citoyens sur les questions d'intérêt commun. Mais ils finissent par s'entendre sur l'essentiel lorsqu'il s'agit du vivre en commun. C'est ce que nous souhaitons aujourd'hui à notre peuple.

Qu'est qu'un pasteur peut apporter à son peuple dans les moments difficiles de la vie de la nation ?

Un pasteur est par définition un berger, c'est-à-dire une personnalité consacrée par Dieu pour construire les hommes. Historiquement les hommes de Dieu ont eu à jouer des rôles majeurs dans la vie de leur peuple. Lorsque la cité est en perdition, c'est le pasteur qui vient à la rescousse. Le pasteur ne doit pas lorsqu'un conflit survient verser encore de l'huile sur le feu. Il doit rester au dessus de la mêlée et ne suivre que la voie de la raison.

Selon vous quelle place Dieu devrait-il occuper dans la vie des Togolais ?

Sans Dieu les Togolais ne pourront pas prétendre évoluer. C'est dire que Dieu est le sou-

bassement de tout. Croire donc qu'une autre voie existe en dehors de lui est faux.

Les problèmes que les Togolais ont aujourd'hui pendront fin lorsqu'ils placent une fois pour toute l'Eternel au centre de leur préoccupation. D'ailleurs depuis la nuit des temps la preuve est faite que les peuples qui ont suivi Jéhovah ont toujours obtenu gain de cause. Nous souhaitons donc que les Togolais suivent davantage cet exemple. Ceci n'irait que dans leur intérêt.

Votre mot de fin

Comme mot de fin, je dirais qu'il faut que les acteurs politiques s'entendent sur l'essentiel afin que le climat de paix qui prévaut actuellement au Togo soit préservé. C'est le lieu ici de dire qu'au lendemain de ces présidentielles à venir, il faut que les vainqueurs et les vaincus se donnent la main afin de bâtir le pays ensemble car le développement du Togo n'incombe pas à une seule personne ni à un seul parti politique.

Interview réalisée par Adam Adjroun

TOGO Les personnalités qui ont marqué l'année 2019

Suite de la page 6

Obeku Beausoleil

L'ultime faiseur de Roi avec son le « mouvement Touche pas à mon Président » (TPMP) qui a réellement joué aux premières heures des mouvements de contestation de 2017, un rôle de choix pour faire taire toute velléité liée à la contestation du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé des errements du Parti National Panafricain (PNP). Il a engagé par ses sorties une popularité incontestable qui pour finira attiré sur lui injustement une hargne qui a conduit à le déchoir de ce mouvement. Infatigable soutient des actions du Chef de l'Etat, il a créé le Mouvement Togo Pour Tous (MTPT) pour continuer la lutte.

mier test communal qui a sonné le glas des délégations spéciales, cette dame de fer n'a cessé de mener des actions d'envergure pour soutenir toutes les listes du parti UNIR dans le grand Lomé et au-delà. La suite est connue de tous. Elle est à l'avant-garde de la candidature du Président Faure Essozimna Gnassingbé pour les présidentielles de 2020 dont elle fut l'une des premières voix à demander sa représentativité.

Kayi Raymonde

La déléguée Nationale des Femme UNIR est une figure de proue dans la nomenclature des fervent soutiens du grand parti Union pour la République (UNIR) dont elle assume la responsabilité de la branche féminine. Elle est sur tous les fronts pour faire rayonner les prouesses de ce grand parti partout au Togo. Elle s'est fait remarquer par ses multiples actions en faveur de la veuve et de l'orphelin dont elle ne cesse d'apporter des soutiens. Lors des locales, pre-



Myriam Dossou, DG INAM, une fée toute trouvée pour l'assurance maladie au Togo

On l'a surnommé dame de fer et ce n'est pas pour rien. Elle poursuit inébranlablement sur la droite trajectoire de ses missions statutaires que la République lui a confiées. Pas seulement très jolie mais femme réellement intelligente et de poigne dans un gant de velours porté par une enveloppe charnelle à faire perdre le sommeil à toute personne qui tenterait de ne pas respecter la ligne médiane de l'assurance maladie au Togo. Elle s'est résolument engagé à mettre l'assurance maladie à toutes les couches sociales organisée. Sa dernière sortie était destinée aux étudiants où elle affirmait que le Chef de l'Etat veut que les étudiants soient couverts par l'assurance maladie.



L'assurance maladie s'ouvre aux étudiants

Nous ne le dirons jamais assez, l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) de tarification d'initiatives. Nous annonçons dans l'une de nos livraisons que cet institut s'est résolument engagé à mettre en application la volonté du numéro un togolais en l'occurrence le Président Faure Gnassingbé, celle d'offrir à tous les togolais des conditions optimales pour leur donner des conditions souples pour soigner. Une noble initiative très bien comprise et dont on a trouvé l'artisan qui va avec. Cet artisan, grand serviteur de la république en la personne de Mme Myriam Dossou s'est engagée à traduire dans la réalité ceci point par point les grandes lignes des chantiers du président de la république avec des initiatives à aucune autre pareille. Elle caresse déjà en seulement 9 ans d'exercice l'envie d'aller vers l'assurance maladie universelle. Ceci justement pour s'élargir sur les autres couches sociales ne bénéficiant pas de l'assurance maladie de rentrer dans la danse la cohorte de cette dernière. Ainsi donc, après les agriculteurs les artisans, les volontaires, ce sont les étudiants qui seront les prochains bénéficiaires de l'Assurance Maladie.

Initié par l'Institut national d'assurance maladie (INAM), l'évènement se veut un cadre d'échanges et de concertations pour la mise en œuvre de l'Assurance maladie universitaire. Les travaux ont démarré sous la coprésidence de la 2^e Vice-présidente de l'Université de Lomé, KafuiKpegba et de la Directrice générale de l'INAM, Myriam Dossou-d'Almeida.

Placée sous le thème : « Protection sociale, moteur de développement », cette journée est organisée à l'intention des enseignants et étudiants de l'Université de Lomé.

Pour Myriam Dossou-d'Almeida, Directrice Générale de l'INAM, il est question de créer au sein de l'Université, un cercle de réflexion au sujet de la protection sociale des étudiants. Il s'agira de faire la recherche pour alimenter la réflexion sur l'avenir de la protection sociale au Togo afin de mieux adapter cet instrument aux réalités, contraintes et à la culture togolaise.

En effet, en 2017 déjà, l'INAM a fait une étude pour la couverture des étudiants des Universités de Lomé et de Kara.



Le processus a été enclenché et sera bientôt à l'étape de choix à faire, des options à prendre pour apporter des solutions structurelles au problème qu'est la santé.

« L'assurance maladie est un domaine où la protection sociale des étudiants est très importante... C'est un sujet d'intérêt national. C'est un

jet de solidarité et il faudrait qu'avec les systèmes de recherche qu'il y a dans les universités, on puisse en parler. C'est une question très importante et le Chef de l'Etat veut que les étudiants soit rapidement couverts », a déclaré Myriam Dossou-d'Almeida.

La Directrice générale de l'INAM a ajouté, par ailleurs, que

la protection sociale est le seul moyen que les hommes ont trouvé pour réduire les inégalités face aux risques sociaux cherchant à réduire les conséquences des choix qu'on n'a pas faits notamment la maladie, les infirmités, la vieillesse, etc.

La Journée de l'assurance maladie des étudiants est saluée par la Présidence de l'Uni-

enseignants et le personnel. Donc c'est sans hésiter que nous avons pris les dispositions pour que l'INAM puisse échanger avec les étudiants, leur proposer différentes approches de solutions pour qu'à la fin de la journée, on puisse parvenir à une solution », a souhaité Mme Kpegba.

Plusieurs thématiques sont développées par d'éminentes personnalités dont Innocent Makoumbou, Prof. Agnon Balogou, Dr EdemKwaku et Komigan. Ces thèmes ont trait à « La protection sociale droit ou devoir ? » ou encore « Protection sociale en santé ». Et c'est avec attention que les étudiants ont suivi les développements et participer aux débats.

Parallèlement aux panels, des consultations foraines gratuites ont lieu en ophtalmologie avec offre gratuite de vers médicaux. Il y a également des dépistages de diabète et hypertension gratuits, des conseils en contraception, la distribution de préservatifs masculin et féminin, de pilules et des tests de dépistage VIH.

Cette journée a été organisée avec le soutien des partenaires comme Orabank, Lions Club, le Ministère de la Santé, CFAO Technologie, l'ATBEF...

Notons que la journée sera clôturée en toute beauté par un concert à l'espace Bella Bellow avec la prestation des artistes comme Mic-Flammez, K-Roll, EdemDrackey, Kiko et l'humoriste Tabala.

Adam

Togo/l'honorable Gabiam fait une fructueuse sortie dans les lacs

Il n'est de nouveau pour personne que le calendrier des présidentielles de 2020 est connu de tous les togolais. D'ores et déjà tous les Etats major des partis politiques s'activent aussi bien pour les candidatures que sur les stratégies à mettre en place pour tirer meilleur profit de cette élection. Un véritable engouement qui ne laisse aucune entité politique en marge de ses tractations. C'est dans cette veine que l'honorable Gabiam Ayélé, l'élue indépendante des Lacs a eu un agenda chargé dans certains villages et cantons de cette préfecture. En effet Ganavé et Anfoin ont accueilli ce dimanche, la députée indépendante des lacs, Esther Ayélé GABIAM. Cette dernière était porteuse de messages dont le premier a trait aux élections présidentielles de l'année prochaine. « Personne ne doit



rester en marge du processus électoral, 2020 a telle déclaré ». Il est important que nous nous mobilisons pour élire en février 2020 le prochain président de la république à elle ajouté aux nombreux public venu l'écouter. La paix et la stabilité ont été également les

sujets auxquels la députée native d'Anfoin a évoqué avec ses parents en ces termes : « Enfin, elle a remercié le gouvernement pour ses actions en faveur des togolais en général et en particulier la population des lacs à qui elle a demandé d'œuvrer pour la réussite du

Plan national de développement (PND) que les populations des deux cantons doivent s'approprier. Rappelons que la députée Esther Ayélé GABIAM a fait le même exercice le week

end dernier dans le canton de sewatsrikopé. De tout évidence, ce n'est que l'inauguration d'une grande percée que cette dame de poigne s'engage à mener dans les lacs.

Le Franc CFA Historique et mutation dans le temps

Le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé, ce 21 décembre, aux côtés d'Emmanuel Macron, la disparition prochaine du FCFA au profit de l'éco, en Afrique de l'Ouest. La devise créée en 1945 par la France dans les deux régions africaines de son empire colonial circule dans 14 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale qui forment la « zone franc », en plus des Comores. Soit 173 millions d'habitants. Depuis les indépendances, elle a évolué en ne cessant de faire débat.

Le franc des Colonies françaises d'Afrique (CFA) est né par décret, en même temps que celui des Colonies françaises du Pacifique (CFP, Indochine), le 25 décembre 1945. Ce jour-là, le gouvernement provisoire de la France dirigé par le général de Gaulle ratifie les accords de Bretton Woods. Il fait sa première déclaration de parité franc-dollar au tout

nouveau Fonds monétaire international (FMI). Il s'agit d'une mesure technique sans grand débat, comme le signale l'intitulé du décret, « fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs ».

La « zone franc » créée de facto par la France avec ses colonies, où elle émet locale-

Suite à la page 10

Le Franc CFA Historique et mutation

Suite de la page 9

ment des monnaies qui portent le nom de « franc », a déjà été officialisée en 1939, par le biais d'un autre décret instaurant le contrôle des changes en métropole et « Outre-Mer ». Cette zone se trouve scindée en deux en 1945 : l'inflation a été moins forte dans les colonies durant la Seconde Guerre mondiale que dans la métropole. Du coup, lors de sa création, le franc CFA est plus fort que le franc français (FF), puisqu'il vaut 1,70 FF. Il repose sur quatre grands principes : parité fixe garantie par le Trésor public français, convertibilité et liberté des flux de capitaux dans la zone franc, en plus de la centralisation des réserves de devises des instituts d'émissions locaux, déposées auprès du Trésor public français. Lorsque le franc français est dévalué le 17 octobre 1948 par rapport au dollar, la valeur du CFA se renforce encore, de manière mécanique. Elle passe à 2 FF.

Les indépendances

Au moment des Indépendances, les choses se compliquent. En 1954, l'Indochine disparaît et avec elle le CFP. Le Vietnam, le Laos et le Cambodge vont créer leurs devises respectives, le dong, le kip et le riel. Le Maroc et la Tunisie, indépendants en 1955 et 1956, remplacent les francs « tunisien » et « marocain », l'un en restaurant le dirham en 1959, l'autre en frappant sa monnaie, le dinar, en 1958. L'Algérie, colonie française de peuplement où le franc français se trouve en circulation, instaure le dinar en 1964, deux ans après son indépendance.

Des dinars tunisiens. La monnaie a été mise en place en 1958. © Getty Images/Veronica Garbutt

En 1958, le « non » de la Guinée de Sékou Touré à l'Union française proposée par De Gaulle signifie une sortie de la zone franc, accomplie en 1960 avec la création d'un « franc guinéen ». Cette devise coupe les ponts avec l'ex-métropole, contrairement à ce que laisse supposer son nom. Au Mali de Modibo Keita, le Parlement refuse de signer en mai 1962 le traité portant création de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), qui deviendra l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), en 1994. Le pays sort dans la foulée de la zone franc et fait fabriquer le « franc malien » en Tchécoslovaquie. Il rejoindra la zone franc bien plus tard, en 1984. Quant au président du Togo fraîchement indépendant, Sylvanus Olympio, il rejette aussi le traité UMOA et entend battre monnaie. Il est assassiné le 13 janvier 1963, dans des conditions restées mysté-



rieuses, au moment où sont publiés les statuts d'une Banque centrale togolaise qui ne verra pas le jour.

De son côté, le CFA ne change pas d'acronyme, mais devient en 1958 le franc de la « Communauté française d'Afrique ». Après les indépendances, en 1962, son « F » correspond plutôt à « la Communauté financière d'Afrique » dans l'UMOA (Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo). Nuance : le même franc est celui de la « Coopération financière en Afrique centrale » pour les membres de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC), Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, République centrafricaine et Tchad. Si l'on parle de CFA partout, la devise est scindée en deux, chaque région ayant son code ISO international, XOF et XAF. Les deux CFA sont convertibles avec toutes les devises, ainsi qu'entre eux. Le franc comorien (KMF) fait partie de la famille, en tant que cousin éloigné de la zone franc.

Nouveau franc français et vent de fronde

Lorsque le nouveau franc français est créé en janvier 1969 par le général de Gaulle, pour une valeur de 100 anciens francs, le CFA change encore mécaniquement de valeur, passant de 2 à 0,02 FF. Les critiques de la période des indépendances ressurgissent. L'économiste égyptien Samir Amin préconise en 1969, dans un rapport qui porte son nom, le passage à des monnaies nationales, avec le CFA comme monnaie commune et non plus unique. Il reprend des recommandations déjà faites en 1960 par le Sénégalais Daniel Cabou, gouverneur de Saint-Louis, qui plaïdait pour une « union africaine des paiements ».

Un mouvement de fronde part de la fin de la convertibilité du dollar en or, décidée par Nixon en août 1971, mettant fin au régime de change fixe hérité de Bretton Woods. À partir de cette date, le dollar se met à fluctuer. « Les Africains se disent qu'avec la hausse des cours des matières premières, ils perdent au change en raison de la parité fixe et non flottante du CFA par rapport au FF, explique l'économiste togolais

Kako Nubukpo, de manière factuelle, sur un sujet qu'il connaît bien, étant l'un des principaux détracteurs actuels du CFA. Ils aspirent à créer un monnaie plus forte qui leur permettrait d'importer plus. »

Le président du Niger Hamani Diori, qui avait commandé le rapport Samir Amin, est soutenu par le Congo-Brazzaville, le Cameroun et le Togo. Il demande en janvier 1972 à Georges Pompidou, son homologue français, une réforme de la zone franc. La fronde incite la Mauritanie à quitter la zone pour créer l'ouguiya, et Madagascar à rétablir l'ariary en lieu et place du franc malagasy (ou « franc malgache ») en mai 1973.

Le président français Georges Pompidou, aux côtés de son homologue nigérien Hamani Diori, en visite au Niger

La révision du système CFA est accordée en décembre 1973, mais pas dans les termes préconisés par Samir Amin, auteur de L'Afrique de l'Ouest bloquée, L'économie politique de la colonisation, 1880-1970 (Éditions de minuit, Paris, 1971). La principale mesure fait passer de 100 % à 65 % le niveau des réserves de devises placées auprès du Trésor français. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) est créée, avec son siège placé à Lomé, pour faire plaisir au général Eyadéma, qui a osé tenir tête à Pompidou sur le CFA lors d'une visite officielle, en novembre 1972. Le « rapatriement » des sièges des banques centrales africaines de la zone franc, situés rue du Colisée, dans le VIII^e arrondissement de Paris, est décidé. L'africanisation des cadres commence alors, même si physiquement, ce n'est qu'en 1977 que la Banque centrale des États d'Afrique centrale (BEAC) s'installe vraiment à Yaoundé et la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 1978 à Dakar.

La dévaluation du 12 janvier 1994

La Guinée équatoriale, seul pays hispanophone d'Afrique, entre dans la zone d'influence de la France et adopte le CFA

en 1985, onze ans avant la découverte de ses gisements de pétrole. Sur le continent, les années 1980 sont celles de l'ajustement structurel, une mise au pas des pays endettés selon la doxa libérale en cours au FMI et à la Banque mondiale, avec dérégulation de l'économie et ouverture au libre marché. Cet effort d'ajustement réel est fait au prix de nombreux sacrifices, au lieu d'une dévaluation monétaire que rejettent les chefs d'État de la zone franc. Les salaires sont bloqués, les embauches gelées dans l'administration et des coupes claires faites partout, notamment dans les dépenses sociales.

La chute des cours des matières premières et la dépréciation du dollar, à partir de 1985, font que les recettes à l'exportation diminuent, mettant à mal les budgets, et par ricochet le niveau de la dette extérieure. L'échec de l'ajustement structurel conduit la France à envisager une dévaluation monétaire, sous les auspices du FMI, qui suspend son aide aux pays de la zone franc à partir de 1991. Dès août 1993, la convertibilité du CFA est suspendue, en raison des rumeurs de dévaluation, sur fond de fuite des capitaux hors de la zone franc. Il devient impossible de changer des CFA contre toute devise hors de la zone franc, et impossible de convertir des XOF en XAF, même dans la zone franc – une mesure contre la spéculation qui n'a jamais été levée par la suite. En septembre 1993, la « doctrine d'Abidjan », ou « doctrine Balladur » - du nom du Premier ministre français Edouard Balladur -, conditionne le soutien financier de la France à l'adoption de programmes du FMI.

Achat de francs CFA sur le marché noir à Abidjan, en 1994. ©AFP/IssoufSanogo

Dévaluer ou pas ? Edouard Balladur est pour, mais le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny est farouchement contre. Le président français François Mitterrand écoute les deux avis, mais ne tranche pas. En décembre 1993, la mort d'Houphouët donne les mains libres aux partisans de la dévaluation. Sous couvert d'un sommet des chefs d'État de la zone franc au sujet d'Air Afrique à Dakar, une dévaluation de 50 % du CFA et de 33 % du franc comorien est imposée le 11 janvier 1994 à 14 chefs d'État africain, qui signent à contrecœur en présence de Michel Roussin, ministre français de la Coopération et de Michel Camdessus, directeur général du FMI. Du jour au lendemain, le CFA passe de 0,02 FF à 0,01 FF. Les populations des pays de la zone franc voient leur pouvoir d'achat divisé par deux. Des mesures d'accompagnement suivent, de

même qu'un coup de fouet à l'exportation des matières premières, mais le choc est brutal.

Arrimage à l'euro en 1999 et polémiques

En 1997, c'est au tour de la Guinée-Bissau, ancienne colonie portugaise, d'entrer dans la zone franc, ce qu'elle demande depuis la fin des années 1980 pour sortir de sa spirale inflationniste (45 % en 1995). Au moment du traité de Maastricht, Paris a fait valoir le principe de « subsidiarité » pour continuer à gérer la zone franc, qu'elle ne peut plus réformer, en principe, sans consulter ses partenaires européens. Que signifie la subsidiarité ? « La responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité compétente la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action », renseigne Wikipédia. Le principal argument de la France en faveur du CFA : la stabilité économique et l'assurance d'une bonne gestion, en raison des critères de convergence en vigueur dans la zone franc, avec une inflation en principe limitée à 3 % par an, une dette publique qui ne peut pas dépasser 70 % du PIB et un déficit budgétaire limité à 3 % du PIB.

Les débats, portés entre autres par des économistes africains tels que Kako Nubukpo et Mamadou Koulibaly, opposant ivoirien, ont gagné en intensité en 2015, dans un contexte de croissance non inclusive en Afrique et de crise en Europe (dette publique en Grèce, campagne du Brexit). Ces économistes estiment que le CFA est trop fort, par rapport à la faiblesse des économies où il circule, et qu'il pénalise les exportations. Reprise par les tenants d'un certain nationalisme africain comme Kemi Seba, qui a brûlé un billet de FCFA en septembre 2017, la polémique ne fait qu'enfler, alors qu'elle ne devrait, en toute logique, ne pas avoir de raison d'être. Le sociologue sénégalais Lamine Sagna, spécialiste de l'argent, rappelle en effet que ces débats vont devenir caducs avec l'adoption de la monnaie commune ouest-africaine, l'éco, prévue par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest pour 2020. Ce 21 décembre, le président Ouattara a donc annoncé, en présence du chef de l'État français Emmanuel Macron, que l'éco remplacera le FCFA prochainement en Afrique de l'Ouest. Les huit pays de l'actuelle zone franc dans cette partie du continent vont, par ailleurs, couper les liens techniques avec le Trésor et la Banque de France, ils géreront eux-mêmes cette monnaie sans interférence de la France.

Togo: l'Assemblée nationale approuve le budget, gestion 2020

L'Assemblée nationale togolaise a adopté mercredi à l'unanimité le budget de l'Etat, gestion 2020. Estimées à 1.466,2 milliards de francs CFA, les prévisions budgétaires pour 2020 s'équilibrent en ressources et en charges. Elles se composent du budget général et des comptes spéciaux du trésor. Le budget vise le renforcement des conditions d'une croissance forte, durable et créatrice d'emploi et recommande à l'OTR et au Trésor de mobiliser davantage de ressources internes.

Le projet de loi voté s'équilibre en charges et en ressources à 1 466,2 milliards de FCFA contre 1.430,1 milliards en 2019.

Les ressources sont estimées à 1.463,8 milliards de francs CFA contre 1.378,7 milliards de francs CFA en 2019. Elles enregistrent une hausse de 6,2%.

Les recettes budgétaires se chiffrent à 892 milliards de francs contre 864,2 milliards en 2019, soit une hausse de 3,2%. Elles se répartissent en recettes fiscales s'élevant à 678,4 milliards contre 669,5 milliards en 2019. Soit une hausse de 1,3%.

Les recettes non fiscales sont estimées à 122,1 milliards, les dons-projets à 122,1 milliards et les dons-programmes à 16,5 milliards de francs CFA.

Au titre des dépenses, notamment à caractère social, l'évaluation donne un cumul de 46,75% du montant global des dépenses budgétaires.

36% du budget alloué au système éducatif, à la santé et au secteur de l'eau. De plus, 3% du budget est alloué au ministère du développement à la base essentiellement destiné aux actions en faveur des



jeunes, les femmes, les enfants et les couches les plus pauvres notamment pour les activités génératrices de revenus, des cantines scolaires, des transferts monétaires, l'emploi et l'employabilité des jeunes.

Une proportion considérable du budget soit 3,49% est destinée au Programme d'Urgence de Développement Commu-

nautaire et le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables.

A noter aussi que 8,9 du budget est affecté à la défense et 2% à la sécurité.

« Le budget de l'Etat, gestion 2020 reflète tout comme les budgets antérieurs l'engagement du gouvernement à respecter les critères de convergence de la surveillance



multilatérale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO » a précisé Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances.

Le commissaire du gouvernement ajoute le budget exercice 2020 vise à renforcer les conditions d'une croissance forte, durable et créatrice d'emplois comme imprimés dans la vision du PND.

Commentant le budget, YawaTsegan a souligné que le déficit budgétaire passe de l'équivalent de 2,2% en 2019 à un 1,9% en 2020 contre une norme de 3% maximum prescrite par l'UEMOA.

« Au titre de la stratégie, de mobilisation des ressources

internes, il est à noter qu'un effort supplémentaire est demandé aux régies financières, en l'occurrence l'OTR et le Trésor », a ajouté la Présidente de l'assemblée nationale.

Signalons qu'en dehors du vote de loi relative à l'exercice budget 2020, les députés ont aussi adopté le second projet de loi de finances rectificative, gestion 2019, suite à la privatisation du groupe TOGOCOM. Cette nouvelle loi vient ainsi modifier la loi N° 2019 - 019 du 15 novembre 2019 portant loi de finances rectificative, gestion 2019 et la loi N° 2018 - 020 du 20 novembre 2018 portant loi de finances, gestion 2019.

Sitti Ayité fait don de ballots de friperies aux victimes des inondations des préfectures des Lacs et du Bas-Mono

Pourquoi ce don et pourquoi avoir choisi ces localités? Il s'agit d'appuyer les actions déjà menées sur le terrain pour accompagner les victimes des inondations des pluies diluviennes. «Nous menons cette action avec le concours de l'Agence Nationale pour la Protection Civile (ANPC)», a laissé entendre SITTI Ayité, le donateur.

Selon ce dernier, le choix a été porté sur la préfecture des Lacs et du Bas- Mono parce que l'urgence est de mise actuellement sur ces localités.

Au-delà des pluies diluviennes, les populations de ces deux préfectures sont aussi victimes du débordement des eaux du fleuve Mono et aussi du Lac Togo. D'où la quintessence des actions dans ces milieux.

Nous offrons à ce jour sous



la bannière de l'ANPC, de gros et petits ballots de friperie à ces populations.

Notons que le don a été réceptionné par le préfet des Lacs Robert Tèvi Bénissan,

de Secrétaire general de la prefecture et des membres de l'association Cercle d'Orienta-

tion des Jeunes pour le Développement (COJD)

Togo-présidentielle : seulement 348 Togolais de la diaspora voteront le 22 février

Pour une fois dans l'histoire du Togo, les Togolais de l'extérieur aussi prendront part au choix du président de la République, lors de l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu pour le 22 février 2020. Des 6 Commissions électorales d'ambassade indépendantes (CEAI) mises en place dans les 6 pays où ces Togolais glisseront leur bulletin dans l'urne, on note seulement 348 inscrits au cours de la révision électorale organisée par la CENI du 29 novembre au 2 décembre derniers.

Ces chiffres ont été publiés lundi à Lomé par le président de l'institution qui organise et supervise les élections au Togo. Des 348 personnes, on compte 98 femmes et 250 hommes. Les CEAI ont été ouvertes au Nigeria, en RDC, au Gabon, en France, au Maroc et aux Etats-Unis d'Amérique.

Des résultats bruts issus de cette révision électorale, on retient sur le plan national 212 190 nouveaux électeurs.

« Actuellement, les CEAI et les CEAI ont commencé l'examen des réclamations là où éventuellement elles ont eu lieu, et tous cas peut faire l'objet de contentieux appelés à être gérés par des juges du contentieux », a rappelé Tchambakou Ayassor.

Le président de la CENI a aussi fait des révélations sur l'audit du fichier électoral par 2 institutions.

« La CENI a reçu en ce moment 2 missions, l'une de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et l'autre de la CEDEAO pour procéder à l'audit du fichier électoral afin de disposer au final d'un fichier totalement mis à jour et répondant aux standards internationaux », a-t-il précisé.

Pour ce qui concerne les étapes suivantes du processus électoral en cours, on note l'effectivité du retrait du formulaire de déclaration et de la liste des pièces à joindre au dossier de candidature par les potentiels candidats à la présidentielle. Le dépôt des candidatures débute le 27 décembre prochain.



Noël : Le ministre Robert DUSSEY aux côtés des personnes souffrant de déficience mentale à Zooti

Le 26 décembre 2019, La ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, Professeur Robert DUSSEY a visité mercredi 25 décembre 2019, le Centre de la Communauté Saint Camille de Lellis de Zooti, situé à une vingtaine de kilomètres de la ville d'Aného.

Le patron de la diplomatie togolaise est allé soutenir et fêter Noël avec les pensionnaires de ce centre, a appris l'Agence de presse AfreePress, d'un communiqué rendu public par le ministère.

« C'est ce message d'amour que le Ministre a souhaité, au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, apporter aux malades souffrant de déficience mentale, en ces moments de fête où elles peuvent se sentir quelque peu abandonnées par la société », indique le communiqué.

Robert DUSSEY a salué l'engagement des membres du personnel du centre pour le sacerdoce auquel ils ont choisi de consacrer leur vie à aider les personnes faibles et vulnérables.

L'ONG Saint Camille s'est donnée pour vocation de soigner les personnes souffrant de troubles mentaux, généralement marginalisées, sinon maltraitées par leurs familles et leurs communautés d'origine. Elle s'est engagée à donner une seconde chance à cette couche de la population négligée en alliant des soins médicaux à la « thérapie par amour ».

Il y a au total 210 pensionnaires dans ce centre.

L'association Saint-Camille de Lellis a été fondée en 1994 par Monsieur Grégoire Ahongbonon pour offrir des soins en résidence à des personnes souffrant de maladie mentale en Afrique de l'Ouest. D'abord implantée en Côte d'Ivoire, elle s'est ensuite étendue au Bénin en 2004. L'Association est désormais présente au Burkina Faso et au Togo.

« En près de 25 ans, les centres de la Communauté Saint-Camille ont remis sur pied 250 000 hommes et femmes, et ce, sans aucune aide financière gouvernementale. Elle accueille les personnes errant dans les rues, enchaînées ou

clouées dans le bois dans les villages ou dans les villes, ainsi que tout malade accompagné par un parent », rappelle le ministère des Affaires étrangères.

Il faut noter que la Communauté Saint Camille de Lellis est devenue une ONG internationale et a signé un Accord de siège avec le Gouvernement le 14 octobre 2019.

L'ONG Saint Camille opère au Togo depuis 2015 et dispose de trois centres de prise en charge, notamment à Zooti, Kpalimé et Sokodé.

Depuis son ouverture le 14 juillet 2017, le Centre de Zooti a déjà accueilli 3866 patients dont beaucoup ont pu réintégrer leurs communautés et exercent des activités génératrices de revenus, apprises durant leur séjour au Centre, a précisé le ministère.

Raphaël A.



Siège social :
2ème von derrière
EPP Kélégougouan
Récepissé:
N° 050802/02/15 HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo
Tel: 90 11 87 88

Directeur Général;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88
Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Aï Baba
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
GADIAMA
Responsable
compte total
Rodille tolo

Infographie:
Benjamin K. tohabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires